

*Questions orales***LA CONSOMMATION**

ON DEMANDE SI TOUS LES FABRICANTS D'AUTOMOBILES ONT ACCEPTÉ LE CODE VOLONTAIRE CONTRE LA CORROSION—LA POSITION DU MINISTRE

M. Eymard Corbin (Madawaska-Victoria): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse à l'honorable ministre de la Consommation et des Corporations.

Étant donné que les Canadiens à cette époque de l'année se préoccupent de façon particulière du problème de la rouille des véhicules, le ministre peut-il dire à la Chambre si tous les fabricants d'automobiles vendues au Canada ont accepté le code volontaire contre la corrosion qui avait été proposé par son prédécesseur. Sinon quelles mesures le ministre entend-il prendre pour forcer l'industrie à régler ce problème?

[Traduction]

L'hon. Warren Allmand (ministre de la Consommation et des Corporations): Lors de la publication du projet de code anti-corrosion au début de l'année, mon prédécesseur et ses homologues provinciaux ont mis sur pied un groupe d'étude chargé d'élaborer et d'appliquer le code. Le groupe d'étude a poursuivi son travail. Au début de la nouvelle année, j'espère pouvoir annoncer la publication du code sous sa forme définitive ainsi que des instructions pour l'entretien des véhicules motorisés et d'autres mesures. J'ajouterai que si ce code n'est pas suivi volontairement, nous devons songer à légiférer.

* * *

LES FINANCES

L'OPPORTUNITÉ DE NÉGOCIATIONS EN VUE DE L'ENTRÉE DU CANADA DANS LE MARCHÉ COMMUN, COMPTE TENU DE LA DÉGRADATION DU COMMERCE D'EXPORTATION

Le très hon. J. G. Diefenbaker (Prince-Albert): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. Compte tenu du marasme économique qui sévit actuellement au Canada et de la dégradation générale de notre commerce d'exportation, puis-je demander s'il est vrai que le gouvernement poursuit des négociations depuis quelque temps avec les membres du Marché commun européen en vue de parvenir à un accord en vue de l'entrée du Canada dans le Marché commun?

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Finances): J'informerai le très honorable représentant que l'année dernière, nous avons eu un surplus commercial de un milliard de dollars et que cette année, il sera de 2.5 milliards. Quant à notre entrée dans le Marché commun, je ne suis au courant d'aucune discussion de ce genre.

M. Diefenbaker: Les statistiques citées par le ministre sont certainement ce qu'il y a de plus loin de la vérité.

Des voix: C'est une honte!

M. Diefenbaker: Le chœur des oies, là-bas, pourrait-il se taire un instant? Je pose au ministre la question suivante: les nouvelles publiées dans la presse selon lesquelles un ministre

[M. Goyer.]

est actuellement en Europe en vue, notamment, de négocier l'entrée du Canada dans le Marché commun européen sont-elles fondées?

M. Chrétien: J'essaie toujours d'être extrêmement gentil avec le très honorable député. Mais je n'irai pas jusqu'à lui dire que nous accusons un déficit de 2.5 milliards de dollars lorsqu'en réalité nous nous attendons à des surplus de 2.5 milliards de dollars, car je mentirais alors à la Chambre. Je me vois forcé de lui dire la vérité. Un ministre s'est effectivement rendu en Europe la semaine dernière, je veux parler de l'excellent ministre de l'Industrie et du Commerce—

Des voix: Bravo!

M. Chrétien: Je sais que le très honorable député partage mes opinions au sujet des qualités du député de Crowfoot. Je suis certain que son séjour là-bas a fait sur les Européens une très bonne impression, mais je sais également qu'il n'a pas offert que le Canada devienne membre de la CEE.

M. Diefenbaker: Je tiens simplement à féliciter le ministre de son incapacité à se rappeler le nom de la circonscription de la dernière recrue du parti libéral.

* * *

CHAMBRE DES COMMUNES

PRÉSENCE À LA TRIBUNE DE L'ORATEUR D'UNE DÉLÉGATION DU PARLEMENT EUROPÉEN

M. l'Orateur: Ce serait peut-être le moment de signaler la présence dans notre tribune d'une délégation du Parlement européen dirigée par une personnalité de marque, M. James Scott Hopkins, du Royaume-Uni.

Des voix: Bravo!

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

L'ATTITUDE DU CANADA ENVERS LES MULTINATIONALES INSTALLÉES EN AFRIQUE DU SUD—LA POSSIBILITÉ D'UNE RÉVISION

M. Andrew Brewin (Greenwood): Monsieur l'Orateur, en l'absence du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, j'aimerais poser ma question au premier ministre. En septembre dernier, le secrétaire d'État a dit que le gouvernement du Canada, face au comportement des multinationales canadiennes installées en Afrique du Sud, se «dégonflait». Le gouvernement va-t-il revenir sur sa décision et renoncer à accorder des concessions fiscales ou autres formes d'aide aux sociétés canadiennes installées en Afrique du Sud qui profitent de la politique d'apartheid de ce pays, qui exerce une grande discrimination contre la majorité de la population?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Oui, monsieur l'Orateur. Les relations entre le Canada et l'Afrique du Sud sont actuellement à l'étude.